

Propositions pour lutter contre la stigmatisation médiatique

Michel David

Adjoint au maire de Roubaix

L'un des problèmes quand on parle d'immigration et des médias, c'est de savoir si on peut casser la stigmatisation médiatique. Les modes de stigmatisation médiatiques ont évolué dans l'histoire des médias, y compris dans les émissions à vocation pédagogique. "La Marche du siècle" est assez représentative de ces émissions où sont reproduits les stéréotypes en matière d'exclusion, avec la figure du pauvre, la figure du Beur, la figure de l'exclus, etc. Et c'est très difficile de sortir de cette stigmatisation. Pourquoi les Maghrébins des banlieues et des villes populaires sont-ils aujourd'hui stigmatisés ? Parce qu'ils sont aujourd'hui le groupe le plus dominé. Ils deviennent donc les boucs émissaires, au centre de plusieurs peurs de la société. La seule manière de casser la stigmatisation, c'est de changer ce rapport de force entre dominants et dominés. C'est-à-dire que c'est la capacité de ce groupe à intervenir dans l'espace public et à mettre en place des mouvements sociaux qui peut permettre de renégocier sa place dans l'espace public, de redéfinir son image et de casser cette stigmatisation. D'ailleurs, on peut remarquer que dans les années 1983-84, il y a eu un mouvement de jeunes issus de l'immigration qui a fortement brisé un certain nombre de stéréotypes et, dans l'espace public, on a vu apparaître, de manière assez momentanée, un discours sur le Beur sympathique ou sur l'immigré sympathique, représenté tantôt par Harlem Désir, tantôt par Smaïn. Tous ces discours ont disparu avec la guerre du Golfe. Ni les hommes politiques, ni les journalistes, ne peuvent grand-chose à cette stigmatisation, parce que c'est le mouvement social qui peut apporter des réponses. En décembre 1995, les fonctionnaires ont modifié leur

image médiatique, comme l'ont fait les routiers, en ce sens qu'ils ont été soutenus par des catégories sociales pourtant gênées par leur grève. Donc c'est le mouvement social qui casse les stigmates.

Produire d'autres images

Le deuxième élément, c'est qu'il y a bien sûr des choses à faire du côté des médias. On ne répond pas à une image par un raisonnement, parce que l'image a une capacité de séduction et de fascination. La capacité hallucinatoire est d'ailleurs la grande force de l'imagerie raciste et la grande faiblesse de la rationalité. On répond à des images par des images.

Je pense que ce qui a cassé l'image du sida en France, c'est en grande partie le travail du cinéma. Ce qui a cassé l'image des Indiens en Amérique, c'est en grande partie le travail des cinéastes américains pour faire une relecture du western. Le film de Kassovitz, *La Haine*, est un excellent film du point de vue esthétique, mais un très mauvais film sur le plan sociologique. Donc il faut d'autres images, et il faut encourager les gens à les produire. J'ai regardé ce qui se faisait dans un certain nombre de villes de la région parisienne. J'ai par exemple été fasciné par ce que fait Saint-Denis. Cette ville fait partie de ces étapes nécessaires du "tour de France journalistique de l'exclusion", quand on a fini d'écumer Mantes-la-Jolie, Sartrouville et Vaulx-en-Velin. Une affiche montrait des gens de Saint-Denis de toutes origines, de tous âges et de tous niveaux sociaux. Le titre, c'était : "Saint-Denis, une ville qui se bat, fière de ses habitants." Et ce qui était vraiment très bien, c'est que cette affiche était très différente des autres affiches de la région, où on voyait une ville, où la population est très métissée, s'afficher sur les murs uniquement avec des jeunes gens blonds aux yeux bleus, dans un paysage verdoyant et un ciel bleu, ce qui est quand même surprenant pour ceux qui y vivent. Là, il y avait des nuages, des petits vieux, des noirs, des blancs, des gros, des beaux et des pas beaux. Tous ces gens avaient l'air de se marrer. Et cela a donné une image où la ville s'assumait. Un comité de quartier a fait une série d'émissions avec La Cinquième. Les gens ont réussi à montrer leur quartier.

La seule façon, pour les journalistes, de casser les images de l'exclusion, c'est de les coproduire avec les habitants. Sinon, les journalistes, aussi professionnels soient-ils, aussi ouverts soient-ils, aussi consciencieux soient-ils, qui font un reportage sur les jeunes, sur les exclus, et pas avec, à un moment donné, seront dans le registre de la bonne volonté et de la charité. La reproduction des stéréotypes de l'exclusion, c'est l'impasse d'un certain nombre de reportages de "La Marche du siècle" de Cavada, même si c'est certainement une émission d'une autre qualité que celles qu'on voit sur TF1. C'est donc à un mouvement social de créer des images.

« la seule façon pour les journalistes de casser les images de l'exclusion, c'est de les coproduire avec les habitants »

Instaurer un droit de réponse

La troisième chose, c'est que je m'interroge sur le droit de réponse. J'ai vu un principal de collège organiser des petits déjeuners à cinq francs pour les enfants du collège, en disant que c'était une manière de lutter contre le coup de pompe de 11 heures. Je trouve que cette initiative est bonne. Elle a été très médiatisée. Le collège a été appelé "le collège de la faim". Et on a montré, sur M6, des mômes

« les gens ne peuvent rien faire contre l'image qui est faite d'eux et qui les stigmatise »

qui sont venus prendre leur petit déjeuner au collège. Et sur ces images de mômes qui prennent leur jus d'orange et leurs croissants, on a un commentaire sur la malnutrition. Ce qui est scandaleux, c'est qu'on n'a pas vérifié si les mômes montrés à l'écran étaient d'accord pour passer à la télé, et s'ils étaient effectivement mal nourris. Parce qu'il y a quand même un grand nombre de raisons pour aller prendre un petit déjeuner à cinq francs avant d'aller au collège. C'est pas cher et c'est sympathique d'aller déjeuner avec les copains. Le centre social a retrouvé toutes les familles des enfants montrés à l'écran. Elles ont peu de revenus, mais élèvent correctement leurs enfants. Ce ne sont pas des situations de maltraitance et de malnutrition. Or on a stigmatisé. Résultat, bien entendu, dans le quartier, on a dit : « On a vu ton enfant à la télévision qui va prendre le petit déjeuner au collège parce qu'il est mal nourri chez toi. » C'est quoi le droit de réponse, par rapport à l'image ? On n'en a pas. Est-ce qu'un des chantiers de la citoyenneté n'est pas de dire : « Dans une télévision démocratique, n'y a-t-il pas la place pour un droit de réponse ? » Les gens ne peuvent rien faire contre l'image qui est faite d'eux, et qui les stigmatise. Les usagers de la télévision devraient se mobiliser pour réclamer ce droit de réponse. Cela pose la question des moyens locaux qu'on pourrait mettre à disposition des associations et des habitants pour produire des images qui apporteraient un autre regard. Ce qui est dramatique, dans la télévision d'aujourd'hui, ce n'est pas tellement que la télévision porte un regard sur une situation, c'est surtout qu'elle n'a qu'un seul regard, qu'elle réduit le sens d'une situation et qu'elle crée des stéréotypes ou des clichés en moins de trente secondes, alors que tous ceux qui travaillent dans ces villes et dans ces quartiers savent que tout est très complexe. Les discours simplificateurs sont ravageurs et compliquent encore davantage les problèmes des populations en difficulté ■

*Intervention enregistrée le 6 décembre 1996
au Centre international de la communication de Roubaix*